

COMMUNIQUE DE RESISTANCE SOCIALE

JM Barroso, A Merkel, N Sarkozy...d'accord pour violer le traité de Lisbonne avant même son adoption, d'accord pour violer une seconde fois le vote du peuple irlandais !

**LE VOTE DU PEUPLE IRLANDAIS DOIT ETRE RESPECTE
LES RATIFICATIONS DOIVENT STOPPER IMMEDIATEMENT**

Il n'y a aucune unanimité en Europe sur le traité de Lisbonne

Les irlandais avaient dit NON au traité de Nice. Ayant « mal voté », on les fit donc revoter sous des prétextes spécieux.

Seul peuple autorisé à voter sur le traité de Lisbonne, ils viennent de dire NON. Leur vote s'ajoute au NON des français et des Hollandais à la Constitution européenne. Il ne fait aucun doute que d'autres peuples voteraient NON, à commencer par la Grande Bretagne. En France Sarkozy a reconnu que s'il y avait un vote le NON l'emporterait de nouveau. On est fort loin de l'unanimité requise, du « 1% qui imposerait sa volonté..... »

Le traité de Lisbonne, d'après son propre texte, est mort.

La construction européenne ne saurait avoir pour fondation le viol délibéré et répété de la démocratie.

En France UMP, NC, Modem, PS, Verts, PRG ont délibérément violé le suffrage universel en faisant ratifier le traité de Lisbonne par la voie parlementaire après le NON du 29 mai. Parmi les parlementaires, le PC, le MRC, une forte minorité des socialistes, et quelques parlementaires de divers partis ont refusé. Sarkozy, bientôt président de l'Europe, Barroso, Merkel... n'ont pas caché leur volonté de continuer les ratifications et de faire revoter les irlandais ou de « s'arranger » avec leur gouvernement. Réuni en convention nationale le Parti Socialiste en éludant donne l'impression de vouloir laisser faire.

C'est inacceptable. La construction européenne ne doit pas être une superstructure aristocratique déniait de fait tout droit aux peuples.

Nous appelons tous les démocrates, quelle que soit leur opinion sur le traité de Lisbonne, à s'opposer à ces coups de force successifs qui minent la démocratie dans chaque pays et décrédibilisent l'idée même de construction européenne. Aucune nouvelle ratification du traité de Lisbonne ne doit intervenir

C'est la finalité de la construction européenne, la concurrence soi disant « libre et non faussée » que les peuples contestent.

Au monde seule l'UE a pour finalité la concurrence dite libre et non faussée qui n'est que le masque du libéralisme le plus dur, des privatisations, des délocalisations, des reculs des droits sociaux et même démocratiques. La seule variable de compétitivité de l'Europe telle qu'elle est, c'est la baisse du coût du travail. C'est cela que les peuples refusent.

Il y a une alternative : ce nouveau NON impose de réorienter la construction européenne vers la croissance, l'industrialisation, la recherche, le développement des services publics, l'augmentation du pouvoir d'achat. Il faut revoir les règles de l'OMC, établir une vraie coopération Nord – Sud, dans un monde multipolaire et non plus dominé par les Etats Unis. Pour cela il faut s'appuyer sur les peuples